

La LGV-Paca et la 3^e voie : peut-on encore y croire ?

Les deux projets rencontrent des difficultés : la LGV-Paca pour son financement, la 3^e voie pour des raisons de procédure entre Cagnes et Nice. Les nerfs des usagers sont mis à rude épreuve !

Sans fleurs ni couronnes, mais avec des regrets éternels pour les Azuréens qui espéraient un jour pouvoir « monter » en train à Paris en quatre heures au départ de Nice. La LGV-Paca semble aujourd'hui enterrée, sacrifiée au nom du réalisme économique et de caisses désespérément vides. Difficile, voire impossible en effet de réunir en ces temps de crise les 20 milliards d'euros nécessaires à sa réalisation !

À la trappe ?

Dès juillet, le ministre délégué au budget, Jérôme Cahuzac, tirait le signal d'alarme : « *L'État a prévu une multitude de projets (1) sans avoir le début du commencement du moindre financement. Il n'aura pas d'autre choix que de renoncer à certaines options* ».

Si le ministre s'est bien gardé de dire à l'époque quels dossiers passeront à la trappe, tous les décideurs du sud-est ont bien compris que notre LGV risque d'en faire les frais (voir les réactions d'Eric Ciotti, de la CCI, de l'UPE ci-contre). Une ligne indispensable pour notre région mais cu-



Difficile de réunir en ces temps de crise les 20 milliards d'euros nécessaires à la réalisation de la LGV-Paca. (Photo Patrice Lapoirie)

mulant trop de handicaps : son coût, l'absence d'unanimité sur le tracé, le manque de solidarité des élus varois et marseillais qui a entraîné tant de retards, les difficultés techniques dans des zones aussi montagneuses et urbanisées que les Alpes-Maritimes.

Que peut-on espérer ?

Concertations, manifestations, pétitions... Une énergie incroyable a été dépensée pour la LGV-Paca. Aujourd'hui, que peuvent espérer de concret les usagers du train ? - En attendant une hypothétique LGV, la 3^e voie prévue

entre Antibes et Cagnes-sur-Mer destinée à faciliter la circulation des TER sera livrée en décembre 2013. Le budget général de 147 millions prévu dans le contrat de plan État-Région est tenu. - Mais le tronçon de 3^e voie entre Cagnes et Nice-Saint-Augustin est sur une... voie de garage. Une source pro-

che du dossier indique que « *ce projet est suspendu parce qu'il n'est pas financé dans le cadre de l'actuel contrat de plan* ». Il faudra donc attendre le prochain, en 2013.

Compte à rebours

Mais il y a mieux. Ou pire... Si RFF envisageait de termi-

ner cette 3^e voie, il lui faudrait faire vite. Car les expropriations sur le trajet devaient être réalisées dans un délai de 10 ans après la parution du décret la déclarant d'utilité publique jusqu'à Nice. Décret signé le 14 septembre... 2003. Il ne reste donc plus qu'une petite année à RFF pour acquérir ces biens, soit une quinzaine de propriétés au Cros-de-Cagnes. Sans ces expropriations, pas de poursuite de la 3^e voie ! Pour « monter » plus vite à Paris, les Azuréens n'ont donc pas grand-chose à attendre dans les prochaines années. Ils peuvent seulement espérer sur le plan local une meilleure circulation des TER. Et aussi qu'ils arrivent enfin à l'heure...

1. À l'origine, en 2007, il y avait 14 projets de LGV pour un budget prévisionnel de 260 milliards d'euros. Une commission doit « hiérarchiser » les priorités, en clair dire quelles seront lignes les lignes réalisées et celles qui seront abandonnées.

Enquête :
STÉPHANIE GASIGLIA
JEAN-MICHEL CHEVALIER
ALAIN MAESTRACCI

Eric Ciotti : « L'État doit rembourser ! »

« *J'ai lu dans la presse des fuites disant que la LGV serait l'un des grands projets sacrifiés par le gouvernement. J'ai bien évidemment saisi immédiatement le Premier ministre pour lui dire que ce serait une erreur majeure* », a expliqué Eric Ciotti, président du conseil général des A.-M. Selon lui, « *le gouvernement est en train d'hypothéquer l'avenir en brûlant le présent. Il privilégie les dépenses de fonctionnement – en embauchant des fonctionnaires que l'on devra payer pendant quarante ans – aux dépenses d'avenir que sont les investissements. Or un pays ne reste compétitif que grâce aux investissements et justement ce réseau LGV est important car il est le dernier maillon manquant sur un axe Italie-Espagne. Abandonner ce projet c'est*



une politique à courte vue qui gaspille le présent au détriment des générations futures. Si le projet était abandonné, le conseil général demandera à l'État de lui rembourser les 2 millions d'euros alloués pour la réalisation des études de faisabilité car ce serait une rupture de la parole donnée, ce serait comme une escroquerie et je réclamerais le remboursement par tous les moyens possibles ».

A.M.



Quelques bambous pour cacher la voie ferrée. (Photo Philippe Lambert)

maison est toujours coupée en deux. D'autres maisons subissent le même sort ou voient un mur de 7 m de haut collé à leur façade.

Elle sourit : « *Ils nous avaient même proposé de nous payer l'hôtel pendant les travaux tellement ça devait faire du bruit. Ceci dit après on n'en a plus entendu par-*

ler ». À de nombreuses reprises, Françoise a cherché à en savoir plus auprès de RFF. « *Ils n'ont jamais répondu* ».

« Vous n'avez qu'à vendre »

Alors elle a fait appel à un avocat. « *C'est lui qui a envoyé un courrier. Et il n'a eu*

POUR LA LGV

JEAN ICART,
conseiller général, chargé
de mission transports

« Revenir au premier tracé »

Le rail, c'est son dada. Depuis une dizaine d'années, le conseiller général Divers droite se bat pour une chose : la LGV Paca, telle que définie en 2005...

Quel était ce projet en 2005 ?

On a loupé le rendez-vous de 2005 ! Le tracé était logique, direct, il longeait l'A8 par Aix, il coûtait beaucoup moins cher et c'est celui qui avait le moins d'impact sur l'environnement. De plus, il mettait Nice à 3 h 40 de Paris ! À l'issue du débat public, tout le monde était d'accord dans les grandes lignes et le dernier soir, coup de théâtre.

Quoi donc ?

Et bien Gaudin, Falco et Estrosi se sont mis d'accord sur le trajet de la métropole et le tracé de la LGV devait

passer par Marseille. Pourtant Christian Estrosi aurait pu pencher dans la balance, il était ministre de l'Aménagement du territoire, mais il n'a pas fait le poids face au maire de Marseille. J'étais furieux et je le suis encore. Leur projet met Paris à 4 h 30 de Nice, ça ne sert à rien et il coûte une fortune puisque l'on paie la gare en souterrain de Marseille et la traversée de Toulon sous terre. En plus on cisaille les vignobles de Bandol ! Sans compter que l'on sacrifie le TER dans ce projet de LGV Paca !

Que faire, la 3^e voie ?

Non cela ne servirait à rien, enfin à pas grand-chose ! Il faut d'abord remettre en état l'existant et faire pression sur RFF pour qu'il arrête ses années de maltraitance sur notre département ! Il faut revenir au bon sens



économique et écologique revenir à la LGV telle que décidé lors du débat public. La crise devrait nous faire revenir sur terre, d'autant que l'ancien tracé répond aux attentes des Alpes-Maritimes.

Il y a urgence ?

Bien sûr, l'aéroport va arriver à saturation en 2023 et il faut sortir d'un mélange trafics locaux-grandes lignes. Donc il faut une LGV sur le premier tracé et il nous faut ce que j'appelle un RER Côte d'Azur.

POUR LA 3^e VOIE

SERGE JOVER,
président
de l'association ADEV

« Il faut aller jusqu'à Nice »

La 3^e voie en stand-by jusqu'à Nice, ça fait bondir Serge Jover, président de l'ADEV, association Défense environnement Villeneuve.

Il faut réaliser cette 3^e voie jusqu'à Nice ?

Il y a plus qu'urgence ! Si on rate ce créneau, c'est reparti pour un nombre incalculable d'années. C'est l'usager qui va en pâtir. Il faut que l'État prenne conscience qu'il n'y a plus une minute à perdre ! C'est quand même l'État qui en 2003 l'a déclarée d'utilité publique ! La priorité, c'est l'usager qui prend le train tous les jours, pas certains élus ou les lobbys industriels qui poussent pour la LGV.

Vous soupçonnez un tour de passe-passe entre la 3^e voie et la LGV ?

Si personne ne monte au

créneau, RFF joue la montre. En fait, ils ne veulent rien faire car ils continuent à travailler sur la LGV, comme avant : la LGV Paca qu'ils ont rebaptisée Ligne nouvelle pour noyer le poisson. Nous pensons que c'est la même chose dans un nouvel emballage et que du coup cela ne réglera pas le problème de la desserte des TER.

La LGV PACA n'est pas abandonnée selon vous ?

Malgré les annonces faites par le gouvernement, RFF ne lâche pas. Ils continuent à réaliser des études préliminaires. Ils ont même passé des appels d'offres en juillet dernier. Mais ce projet est incohérent économiquement et écologiquement ! Des milliards pour gagner 10 minutes et ruiner la



qualité de vie des gens ? Non ! La solution pour l'usager, pour le riverain et pour les finances, c'est la 3^e voie. Mais pas une 3^e voie qui s'arrête à Cagnes, mais qui va jusqu'à Nice sinon on ne règle pas le problème du cadencement et du nombre de passagers. On ne peut pas recommencer des études pour une nouvelle ligne au risque de ne pas avoir de solution avant encore au moins une vingtaine d'années.

Victimes collatérales de la 3^e voie : les expropriés du Cros

Françoise vit dans l'attente depuis neuf longues années. Depuis ce jour où, lors d'une réunion publique en février 2003, elle découvre, consternée, sur un plan que sa maison du fond de l'Allée des Lauriers au Cros-de-Cagnes, acquise en 1974, est coupée en deux par le projet de 3^e voie ! « *Depuis 2003, je n'ai jamais été officiellement informée de rien* », affirme-t-elle. « *Je me souviens, à cette époque, ils nous ont présenté ce projet comme un RER azuréen. Mais cela impliquait tant de démolitions de maisons qu'ils ont abandonné et proposé un autre tracé avec moins d'expropriations. Toujours en nous expliquant que c'était pour augmenter le trafic des TER, faire comme un métro* ». Mais le sort de sa propriété ne change pas pour autant. « *Sur ce nouveau tracé, ma*



Quelques bambous pour cacher la voie ferrée. (Photo Philippe Lambert)

maison est toujours coupée en deux. D'autres maisons subissent le même sort ou voient un mur de 7 m de haut collé à leur façade.

Elle sourit : « *Ils nous avaient même proposé de nous payer l'hôtel pendant les travaux tellement ça devait faire du bruit. Ceci dit après on n'en a plus entendu par-*

ler ». À de nombreuses reprises, Françoise a cherché à en savoir plus auprès de RFF. « *Ils n'ont jamais répondu* ».

« Vous n'avez qu'à vendre »

Alors elle a fait appel à un avocat. « *C'est lui qui a envoyé un courrier. Et il n'a eu*

une réponse que quatre mois après ».

Une réponse qui est loin de plaire à Françoise. « *En gros, je n'ai pas à réclamer quoi que ce soit, si je veux je n'ai qu'à vendre ma maison, s'ils veulent ils achètent maintenant, sinon ils exproprieront plus tard au prix des Domaines ! Mais enfin, qui peut vouloir acheter une maison frappée d'une DUP en sachant qu'elle risque d'être démolie rapidement ?* » peste-t-elle.

Autre chose, met en colère Françoise Marguier : « *En plus pendant des années, je n'ai pas fait de travaux sur ma maison, je me disais à quoi ça sert, ils vont la démolir. Je n'ai fait que les travaux nécessaires à mon confort, comme réparer une chaudière, isoler le toit. En fait, je pense qu'ils ont intérêt à ce que la maison se dégrade, ils l'achèteront moins cher* ».